

Déclaration liminaire de la FSU 31, de l'UNSA éducation et du Sgen CFDT Comité Technique Spécial Départemental du 19 juin 2012

Monsieur le Directeur Académique,

Nous sommes aujourd'hui dans une situation exceptionnelle. Alors même que les premiers éléments de rentrée montrent tous une forte poussée démographique nécessitant un nombre très important d'ouvertures, alors même que les personnels dans les écoles attendent les réouvertures de postes de Rased, alors même que dans le Volvestre vous avez fermé 2 postes de psychologue qu'il faut impérativement rouvrir, l'administration départementale nous présente un document indigent.

Nous connaissons déjà des taux d'encadrement parmi les plus faibles de toute la France dans le primaire, vous avez supprimé la quasi totalité des enseignants spécialisés des Rased et modifié leurs missions. Les seuils d'ouverture sont très élevés : il faut plus de 32 élèves de moyenne en école maternelle et plus de 27 élèves en élémentaire pour ouvrir une classe.

Malgré ce niveau élevé, vous avez multiplié les globalisations d'effectifs sur bon nombre de communes, comme sur la ville de Colomiers, deuxième ville du département, pour ne pas ouvrir les classes. Nous arrivons aujourd'hui aux limites de ce subterfuge, vous devez ouvrir et encore ouvrir dans cette ville.

Lors des opérations de carte scolaire du mois de février, la progression démographique du département (20 000 nouveaux habitants par an en Haute-Garonne, d'après l'INSEE) vous avait conduit à proposer une carte scolaire qui fut rejetée unanimement lors du Comité Technique et du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale. Vous nous aviez fait savoir que, pour vous, les taux pour les ouvertures de classe n'étaient qu'indicatifs, sans pour autant avoir la même lecture pour les fermetures.

Vous avez, certes, travaillé dans le cadre d'une dotation largement insuffisante pour assurer le bon fonctionnement du Service Public d'Éducation, mais cela ne peut justifier d'exclure la volonté de dialogue social respectueux des organisations syndicales représentant les personnels. Vous n'avez jusqu'à aujourd'hui jamais fait œuvre d'une telle volonté et les instances n'ont été que des moments d'audition sans qu'aucun dialogue digne de ce nom n'ait véritablement lieu.

A l'heure d'un changement annoncé dans le dialogue avec les différents partenaires, enseignants, parents et élus locaux et de la priorité donnée au Service Public d'Éducation, nous avons été extrêmement choqués par la teneur du nouveau document de travail pour ce Comité Technique Spécial Départemental.

En effet, les seuils ne sont absolument pas respectés. Parfois, avec 8 ou 10 élèves au dessus des seuils, les ouvertures ne sont pas faites. Sur une commune comme Toulouse, alors que les documents fournis par la Mairie de Toulouse à l'Administration Départementale prévoient la possibilité de 28 ouvertures et 7 fermetures, le document ne prévoit que 8 ouvertures pour 6 fermetures.

Les augmentations d'effectifs dans les quartiers populaires, en Éducation Prioritaire (ECLAIR) ne sont pas prises en compte sous prétexte que les enfants y seraient plus « volatiles » qu'ailleurs.

Ce document, en plus de ne pas faire apparaître d'ouverture de classe alors même que les effectifs sont attendus, ne mentionne pas du tout plusieurs dizaines d'écoles qui sont, elles aussi, bien au delà des seuils.

Nous ne pouvons pas accepter l'empressement que vous avez eu à fermer plutôt qu'à bloquer des écoles malgré nos avertissements lors du CTS de février ; aujourd'hui elles ne figurent pas dans le document.

Vous pensez qu'en cachant la poussée démographique, en faisant disparaître les écoles vous réglerez le problème de la rentrée. Vous semblez ignorer que derrière ces tableaux, ceux sont des élèves qui attendent de pouvoir apprendre dans des conditions décentes, ceux sont des équipes pédagogiques qui ont besoin d'organiser le fonctionnement de leurs écoles pour l'année à venir.

Certes, la balance que nous avons élaborée, avec des seuils par ailleurs beaucoup trop élevés, nous conduit à penser dès à présent que sans dotation exceptionnelle l'école publique ne pourra pas faire face en Haute Garonne lors de la prochaine rentrée.

Nous avons besoin, à minima, de 46 ouvertures de classes, de rétablir les 96 postes Rased, de 3 postes de psychologues, 3 décharges supplémentaires liées à l'augmentation du nombre de classe et à des situations particulières, d'abonder les moyens de remplacement, d'offrir une année de formation digne aux stagiaires pour l'année à venir.

C'était le sens du vœux que nous avons fait lors des dernières instances de carte scolaire. L'avez vous fait remonter au ministère ? A l'ancien, au nouveau ?

Combien de postes estimez vous nécessaires pour assurer la rentrée ?

Le renouveau du dialogue social ce serait entre autre pour l'administration départementale d'être transparente, d'ouvrir un chantier pour préciser les besoins de l'école dans le département.